



# Revue de presse



Jeudi 28 Avril 2022



## M. Raouya reçoit le directeur du bureau régional de la BID : Partager les bonnes expériences



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a reçu, mardi dernier à Alger, le directeur du Bureau régional du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), Waleed

Addas, avec lequel il a évoqué les moyens permettant la consolidation de la coopération entre les deux parties, indique un communiqué du ministère.



### Eclairage : l'élan dynamique

La réactivation des projets laissés en souffrance se concrétise dans le sillage d'une année 2022, consacrée exclusivement à l'économie. Tous les dossiers susceptibles de concourir au développement du pays seront pris en charge, a déclaré le Président Tebboune. «Là nous verrons, qui des responsables suivront notre démarche et ceux qui l'entraveront», a-t-il encore affirmé. La situation de centaines de projets est réglée.



### Finance islamique : L'Algérie tisse sa toile

Après un mémorandum d'entente avec l'Organisation de comptabilité, elle consolide sa coopération avec la Banque islamique de développement. La finance islamique qui se distingue de la finance conventionnelle par la mise en avant d'idée d'éthique constitue, entre autres, un des moyens de capter l'argent de l'informel. L'Algérie a franchi le pas.



### La BNA et la SAA signent un accord pour renforcer leur collaboration

La Banque nationale d'Algérie (BNA) et la Société nationale d'assurance (SAA) ont signé un accord cadre de partenariat en vue de renforcer leur collaboration, a indiqué mercredi la banque dans un communiqué. Cet accord a été paraphé par le directeur général de la BNA, Mohamed Lamine Lebbou et le PDG de la SAA, Nacer Sais, lors d'une cérémonie tenue lundi au siège de la SAA à Alger, en présence des cadres des deux entités publiques.

## Produit national et export : A l'assaut du marché international

Noureddine Boudissa en appelle à la volonté politique pour appuyer la démarche qualité.

«L'acte d'export est un métier», rappelle le directeur général de l'organisme algérien d'accréditation, Algerac, Noureddine Boudissa. «La chaîne de l'export compte plusieurs intervenants, et les opérateurs algériens se doivent de détenir des documents normatifs afin d'aller à la conquête de marchés extérieurs. Dans leur offensive, Ils doivent être en adéquation avec les conditions de leurs partenaires commerciaux», poursuit-il en estimant toutefois qu'un long chemin reste à parcourir pour atteindre cet idéal en justifiant: «C'est à ce niveau que nous rencontrons des problèmes.



## **GRÈVE NATIONALE DANS LA FONCTION PUBLIQUE : Largement suivie, selon les syndicats**

Les membres de la Confédération des syndicats autonomes (CSA) affirment que plusieurs secteurs ont été paralysés au deuxième jour de la grève.

Le taux de suivi de la grève lancée par la Confédération des syndicats autonomes et ses alliés a atteint des seuils «très appréciables». Dans plusieurs secteurs, l'activité a été complètement paralysée durant ces deux derniers jours, à en croire les syndicalistes. «Nous savions que le taux d'engagement serait plus important le 2e jour. Justement, nous avons noté une nette amélioration aujourd'hui (hier, ndlr), surtout dans le secteur de l'éducation. Même les travailleurs non syndiqués ont rejoint la grève. Ce mouvement est une réussite surtout dans les secteurs de la santé, les impôts-finance, l'éducation et chez nos amis biologistes et psychologues», annonce Boualem Amoura, coordinateur national de la CSA. Le taux global avancé tournerait sur les deux jours de grève autour des 75% sur le territoire national. Les chiffres officiels ne seront connus qu'aujourd'hui après l'établissement des bilans.

En attendant, les syndicats qui ont participé à cette action commune déclarent déjà des taux qui avoisinent les 100%. Le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) annonce un taux national de 75,60%. Dans les wilayas du Centre, telles que Blida et Alger, les taux de suivi sont respectivement de 90% et 78%.

**Les autres wilayas ne sont pas en reste. A Béjaïa, la grève a touché 95% des travailleurs. Dans le secteur des finances, les inspections et directions des impôts ont été désertes durant ces deux journées de grève. Le Syndicat autonome des travailleurs des impôts (SAFI) proclame un taux de plus de 90%. Son secrétaire général, Abdelhamid**

Bouallègue, affirme que cette grève est une réussite qui a encouragé tous les travailleurs de la Fonction publique à faire entendre leur voix.

«**Le taux de suivi a grimpé en ce 2e jour de grève. La paralysie a été totale** dans plusieurs wilayas, telles que Tizi Ouzou, Blida, Djelfa ou encore Bouira», souligne notre interlocuteur. La CSA annonce la tenue d'une prochaine réunion d'évaluation de cette action inédite afin de décider de la nature et de la durée des actions qui vont suivre. Face à l'absence de réaction des autorités compétentes, la piste de l'escalade est inévitable. Il est à rappeler que la Confédération des syndicats algériens en coalition avec plusieurs organisations syndicales, dont des fédérations affiliées à la centrale syndicale UGTA, ont décidé d'aller vers une grève générale de deux jours, mardi et mercredi, en réponse aux dernières dispositions prises par le gouvernement quant à la nouvelle grille des salaires et la révision de l'IRG.

Les augmentations, qui n'ont pas dépassé les 6000 à 8000 DA, sont à l'unanimité décevants et en deçà des attentes des travailleurs de la Fonction publique, dont les salaires n'ont pas bougé depuis 2012. Ils réclament un observatoire national du pouvoir d'achat et une revalorisation de la valeur du point indiciaire pour passer de 45 à 100 DA.



## COMMENTAIRE : Un chaudron nommé front social

L'inflation court plus vite que les mesurette et le pouvoir exécutif est complètement largué face à cette équation. La facture alimentaire frôle le luxe pour les ménages et la situation devient insupportable au point que parler de détérioration du pouvoir d'achat et de mécontentement social devient un euphémisme.

Dans ce contexte effrayant, la grève initiée par un conglomérat de syndicats autonomes de la Fonction publique est un sursaut de dignité qui fait résonner les bruits du chaudron. La grève remet l'agenda social dans l'actualité et tire le gouvernement de son apathie. Les termes employés par les chefs syndicalistes dans leurs nombreuses interventions médiatiques ne font pas dans la dentelle d'ailleurs.

Et leur résistance à la menace brandie par le ministre du Travail fait une mise au point à qui minimise la gravité de la crise et la souffrance des Algériens. On retiendra, pour l'histoire, que ces organisations ont suspendu unilatéralement leurs actions de protestation depuis bientôt quatre années pour s'impliquer d'abord dans le hirak, et ensuite en offrant une longue période de grâce au nouveau régime. En revanche, les gouvernements de Abdelaziz Djerad et de son successeur Aïmene Benabderrahmane n'ont pas ouvert leurs portes au dialogue social.

Autant dire que politiquement, l'Exécutif n'a pas bien joué ses cartes, tout en manquant d'anticipation sur le niveau de l'acuité de la crise et ses effets. Résultat : les syndicats rompent la trêve sociale et le gouvernement est pressé de répondre sans délai.

Mais que va-t-il faire alors que ses mesures censées soulager les salariés (diminution de l'IRG, augmentation du nombre de points indiciaires dans le traitement des fonctionnaires) ont vite été absorbées par l'inflation ?

Que va-t-il faire, puisqu'à défaut d'une production économique équivalente, dépenser plus pour les salaires conduira l'Algérie à la banqueroute ? Que va-t-il faire alors que ses départements impliqués sur le front ont échoué à contenir le phénomène tordu de la spéculation sur les prix, et tous les problèmes auxquels ils ont été confrontés ?

Et que les réformes entreprises pour réparer les dysfonctionnements économiques hérités des trois dernières décennies sont en retard, voire inefficaces ? Face à ce casse-tête a priori insoluble, le pouvoir exécutif est dos au mur et n'a d'autre choix que de dialoguer avec ses partenaires sociaux dans l'espoir de désamorcer la bombe sociale. Il est condamné aussi à envoyer des signaux forts en direction du secteur productif très affecté par la récession, notamment le privé dont les entreprises tombent comme les grains d'un chapelet brisé.



## **LA RUSSIE AURAIT MIS À EXÉCUTION SES MENACES DE COUPURE : Les prix du gaz s'envolent**

Les prix du gaz se sont envolés, hier, sur le marché européen suite aux informations faisant état de suspension de livraison de gaz russe vers la Pologne et la Bulgarie. Les contrats à terme de référence, sur la Bourse néerlandaise (TTF-future) ont augmenté de 17% à 108,45 euros par mégawattheure. Ils s'échangeaient en hausse de 6,4% à 98,76 euros en fin de journée à Amsterdam.

Les prix du gaz en vigueur en Europe continuent ainsi d'être tirés par les problèmes d'approvisionnement, dans le sillage de la crise ukrainienne, l'Europe qui dépend fortement de la Russie en matière d'énergie, cherche depuis des semaines des sources d'énergie alternatives en misant notamment sur le GNL en provenance notamment des Etats-Unis, mais les limites des capacités de stockage et de regazéification entravent les visées occidentales. La Grande-Bretagne a d'ailleurs drainé une surabondance de gaz, mais n'a nulle part où le stocker. Le gaz russe demeure pour la majorité des pays européens – à des degrés divers – la seule alternative.

La demande de la Russie d'être payée en rouble pour son gaz n'a pas encore été résolue. Alors que le président Vladimir Poutine a averti que les flux de gaz pourraient être coupés, si les conditions n'étaient pas respectées, l'UE a déclaré que le mécanisme violait les sanctions existantes et a suggéré que les entreprises puissent continuer à payer le gaz en euro. Dans ce contexte, Moscou semble montrer qu'il mettra à exécution sa menace d'arrêter les flux de gaz vers les pays qui refusent de payer le carburant en rouble.

«L'Union européenne a rejeté cette décision en principe, mais maintenant que les délais de paiement commencent à arriver à échéance, les gouvernements de toute l'Europe doivent

décider s'ils acceptent les conditions de Poutine ou décider de perdre des approvisionnements cruciaux – en risquant de faire face à la perspective d'un rationnement de l'énergie», souligne l'agence Bloomberg.

Il est à rappeler que le géant russe de l'énergie Gazprom a annoncé à la Pologne et à la Bulgarie qu'il interromprait l'approvisionnement en gaz à partir d'aujourd'hui.

Les deux pays européens seraient ainsi les premiers à voir leur gaz coupé par la Russie, leur principal fournisseur, depuis que Moscou a lancé son opération militaire en Ukraine le 24 février.

La décision de couper l'approvisionnement a été annoncée suite aux sanctions imposées par Varsovie contre des personnalités et entreprises russes. Les analystes de la banque d'investissement Jefferies, cités par Reuters, ont déclaré que l'avertissement de coupure augmente le risque d'autres résiliations anticipées pour d'autres contrats européens devant expirer d'ici la fin de l'année, s'élevant à près de 12 milliards de mètres cubes par an.

Seuls quelques acheteurs de gaz russes, comme la Hongrie et Uniper (UN01.DE), le principal importateur allemand de gaz russe, ont déclaré qu'il serait possible de payer les futurs approvisionnements dans le cadre du programme annoncé par Moscou sans enfreindre les sanctions de l'Union européenne.

Le régulateur du réseau allemand a déclaré qu'il surveillait la situation de livraison de gaz depuis la Russie après la menace pesant sur l'approvisionnement de la Pologne, ajoutant que celui de l'Allemagne était actuellement garanti.

La mise à exécution des menaces de coupure de gaz par la Russie intervient, alors que des températures inférieures à la moyenne sont attendues dans la majeure partie de l'Europe la semaine prochaine, ce qui augmente les besoins européens en énergie pour cette période de l'année, en plus des besoins pour le stockage en prévision de l'hiver prochain.



### [Ali Bey Nasri à propos de la récente décision de l'ABEF« On aurait pu d'abord informer les opérateurs »](#)

La décision adressée par l'Association Professionnelle des Banques et des Etablissements Financiers (ABEF) bloquant toute importation, « engendre des dommages aux importateurs », indique Ali Bey Nasri, lors de son intervention, mercredi, sur les ondes de la Chaine 3 de la Radio Algérienne.



### [La BNA et la SAA signent un accord pour renforcer leur collaboration](#)

La Banque nationale d'Algérie (BNA) et la Société nationale d'assurance (SAA) ont signé un accord cadre de partenariat en vue de renforcer leur collaboration, a indiqué mercredi la banque dans un communiqué.



### [Pouvoir d'achat: Deuxième jour de grève dans la fonction publique](#)

La grève nationale dans la fonction publique, initiée par plusieurs syndicats du secteur, s'est poursuivie, hier, pour le deuxième jour consécutif, avec une mobilisation ayant connu une hausse dans certains secteurs, selon les concernés. C'est ce qu'a affirmé à notre journal, le président du Conseil des enseignants des lycées d'Algérie (CELA), Zoubir Rouina, en précisant que tous les représentants des syndicats se sont réunis au siège de l'UNPEF, hier, pour faire le point de la situation. Pour rappel, au premier jour de la grève, les initiateurs du mouvement ont indiqué que le suivi de la grève a été plus élevé dans deux secteurs, à savoir : l'Education et la Santé. Ils ont évoqué un taux de suivi variant entre 60 et 80 % dans le secteur de l'Education.



**ALGERIE PRESSE SERVICE**

### [Investissement: 589 projets entrent en exploitation effective après la levée des obstacles](#)

Un total de 589 projets d'investissement ayant bénéficié d'une levée d'obstacles sont entrés en exploitation effective, ce qui a permis la création de 33.794 postes d'emploi, selon un bilan du ministère de l'Industrie.



### [GRÈVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE : Les syndicats se félicitent de « la réussite » de leur mouvement](#)

Le mouvement de grève organisé mardi et mercredi derniers par une vingtaine de syndicats de la fonction publique regroupés en une confédération (CSA), semble avoir été largement suivi. Bien qu'aucun bilan officiel n'ait été communiqué par les autorités, les organisateurs de cette grève se félicitent de la forte mobilisation des travailleurs à leur action.

## رئفس الفمهورفة أفعلن قرارات فففة الففء الففمف للعمال

### تطمففات.. والتزامات مع الطبقة الشغفلة

□ زفادات للمتقاعدفن بأثر رجفف من 1 ماف 2021

□ زفادات أفرى فف الأفور فدافة من فانف 2023

□ رفف فففة منحة البطالة.. وبطاقة شفاء لكل بطل

□ لفنة لضبط الدعم الاجتماعي لمستحقفه فقط قرفبا

□ "ثورة" الإفرافات الفرفنة تبعث الأمل فف نفوس المواطنفن

تحتفل الجزائر بعبء العمال هذا العام، فف ظل إفرافات اجتماعفة محفزة وجرفة أعلنها رئفس الفمهورفة عبء المففف ففون، مؤخراف قصد مواجهة غلاء المعفشة الذي تعاني منه معظم دول العالم، ففث استبشر المواطنون خفرا بهذه القرارات التي تنرجم مسافرة احتفاجات الطبقة الهشة مما ففكس تمسك الدولة بالطابع الاجتماعي، باعباره خياراف استراتيجففا لا فمكن التنازل عنه مهما كانت الظروف الاقتصادية الصعبة. وبما أن رئفس الفمهورفة، قد شدد على أن قراراته تندرج فف صمفم التزاماته مع الشعب وتعهدهاته 54 المتضمنة فف برنامجه الانتخابف، فإنه ما ففتأ فركز على ضرورة الرفف من مستوى معفشة المواطنفن عبف قرارات ستحسب بلا شك له، خصوصا فف ظل الظروف الاقتصادية الاستثنائفة التي تمر بها البلاد.



## البنك الوطني الجزائري والشركة الوطنية للتأمين فوقعان على اتفاق من أجل تعزيز تعاونهما

وقع البنك الوطني الجزائري والشركة الوطنية للتأمين على اتفاق شراكة قصد تعزيز تعاونهما، حسبما أشار ففبه للبنك الفوم الأربعاء. وتم التوقيع بالأحرف الأولى على هذا الاتفاق من طرف المففم العام للبنك الوطني الجزائري محمد لمفم لفو والرئفس المففم العام للشركة الوطنية للتأمين ناصر سافس خلال حفل أقمف أمس بمقر الشركة بالعاصمة بحضور إفرافات من كلتا الهفئففن العمومففن.



## Finances

### **Raouya évoque avec le directeur du bureau régional de la BID la consolidation de la coopération**

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a reçu mardi à Alger, le directeur du Bureau régional du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), Waleed Addas, avec lequel il a évoqué les moyens permettant la consolidation de la coopération entre les deux parties, indique un communiqué du ministère.

## **Partenariat**

### **La BNA et la SAA signent un accord pour renforcer leur collaboration**

La Banque nationale d'Algérie (BNA) et la Société nationale d'assurance (SAA) ont signé un accord-cadre de partenariat en vue de renforcer leur collaboration, a indiqué mercredi la Banque dans un communiqué. Cet accord a été paraphé par le directeur général de la BNA, Mohamed Lamine Lebou et le P-dg de la SAA, Nacer Sais, lors d'une cérémonie tenue lundi au siège de la SAA à Alger, en présence des cadres des deux entités publiques.

RUPTURE DU JEÛNE AVEC LES AGENTS DES DOUANES  
À L'AÉROPORT D'ALGER

## Bon pied bon œil

**L**e contrôleur général et directeur régional des douanes Alger-extérieur, Toufik Benhamla, a partagé, mardi dernier, un iftar avec 80 agents des douanes, femmes et hommes, à l'inspection divisionnaire des douanes. Enthousiasme et convivialité entourent cet iftar collectif. Une initiative sympathique qui a ravi les employés des douanes. A l'appel de la prière du Maghreb, l'assistance rompt le jeûne avec des dattes et du lait. Le directeur régional, Toufik Benhamla, et le directeur des douanes de l'aéroport Houari-Boumediène, l'inspecteur divisionnaire Mouloud Chergui, mettent un point d'honneur à ce que tous les employés mangent à la même table. Un geste qui a marqué les esprits. «Nous sommes, en effet, gâtés par nos supérieurs», témoigne un douanier. Ce n'est pas dans un restaurant qu'on rompt le jeûne, mais au niveau du hall 2 de l'aéroport international d'Alger. Un espace y est aménagé dans une perspective originale. Les tables sont dressées en U, drapées d'un blanc immaculé. Le couvert est tout neuf. Ainsi, différents plats sont déjà posés sur la table. La cuisine est juste succulente et exquise. De la chorba frik, différentes sortes de pain, un hors-d'œuvre, bourek, mtawem agrémenté d'un l'ham lahlou. En dessert, salade de fruits. Quant aux boissons, choix entre limonade, eau minérale, thé ou encore café.

### UN DIRECTEUR À L'ÉCOUTE

Après le ftour, Benhamla s'adresse aux employés, se disant fier de partager l'iftar avec eux. Et de les soutenir ensuite dans leur noble mission. Il affirme en réitérant sa détermination à mettre son expérience au service de l'institution douanière et de ses missions dans le cadre de la promotion de l'action douanière dans



la compétence territoriale d'Alger-extérieur. Le directeur œuvre également à améliorer le niveau douanier, scientifique et de connaissances, en vue de consolider les capacités opérationnelles. Dans ce sillage, Benhamla assure que les portes du dialogue sont constamment ouvertes.

Il convient de savoir que la direction régionale des douanes d'Alger-extérieur couvre cinq inspections divisionnaires des douanes, à savoir l'aéroport Houari-Boumediène-fret et voyageurs, Aïn Taya, Boumerdès et Tizi Ouzou. Sa compétence fonctionnelle englobe également l'activité commerciale, le traitement des voyageurs et l'activité de terrain des services opérationnels des brigades.

### LE T4, UNE FOURMILIÈRE

Pour sa part, le directeur des douanes de l'aéroport Houari Boumediène voyageurs, l'inspecteur divisionnaire Mouloud Chergui, évoque deux volets : les brigades opérationnelles et la performance douanière. Pour lui, les agents des douanes, tous grades confondus, sont conscients de leur devoir national, c'est pourquoi ils

ne ménagent aucun effort afin de contre-carrer toute tentative frauduleuse, liée à l'importation ou à l'exportation de marchandises prohibées, dont les répercussions sur la sécurité nationale, la santé publique et notamment sur le Trésor public peuvent être «désastreuses», dit-il. «Nos agents sont motivés et convaincus de leur devoir national, face à la recrudescence du crime organisé, qui nécessite de nouvelles méthodes opératoires.

Ils sont bien encadrés, accompagnés et reçoivent des formations dans divers domaines, durant l'exercice de leurs fonctions», souligne-t-il. Après cette rencontre, direction vers le T4 (nouvelle aérogare), où a lieu un départ vers Dubaï, et deux arrivées : vols AH 1507 Paris et AH 2015 Barcelone. Mouloud Chergui fait une visite des locaux de cette nouvelle aérogare. «D'une capacité de 10 millions de passagers par an, cette immense infrastructure ultramoderne contribuera, sans doute, à hisser Alger au rang de centre régional de trafic aérien.»

■ Samira Sidhoum

## RENFORCER LA COLLABORATION **La BNA et la SAA signent un accord**

La Banque nationale d'Algérie (BNA) et la Société nationale d'assurance (SAA) ont signé un accord-cadre de partenariat en vue de renforcer leur collaboration, a indiqué mercredi la BNA dans un communiqué. Cet accord a été paraphé par le directeur général de la BNA, Mohamed-Lamine Lebbou et le P.-dg de la SAA, Nacer Sais, lors d'une cérémonie tenue lundi au siège de la SAA à Alger, en présence des cadres des deux entités publiques.

*"L'accord vient donner un nouvel élan aux échanges déjà existants et de les hisser à un partenariat stratégique entre ces deux acteurs majeurs du secteur financier national",* selon le communiqué.

Il se traduira, entre autres, par le lancement prochain de la vente de certains produits d'assurance-dommages de la SAA, via les guichets de la BNA dans le cadre de la Bancassurance.

A cette occasion, les dirigeants des deux compagnies ont fait part de leur *"conviction quant à la nécessité de travailler ensemble, de développer des synergies et de rassembler les compétences de leurs équipes respectives, à l'effet de relever le défi de l'amélioration continue de la qualité des prestations fournies à leur clientèle commune"*.

Il s'agit également de s'inscrire dans la droite ligne des orientations des pouvoirs publics consistant à se rapprocher davantage des consommateurs des produits financiers et d'assurance en leur offrant un service de proximité, ont affirmé les deux responsables.

R. N.

## TAUX DE CHANGE **Le dinar face aux principales devises il**

Ce mercredi 27 avril 2022, 1 euro s'échangeait contre 153,02 dinars à l'achat et 153,09 dinars à la vente, à la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle de change, l'unité de cette même monnaie s'échange toujours dans les environs de 213 dinars à l'achat et à 215 dinars à la vente.

Le dollar américain sur le marché officiel de change reste dans les cotations de ce jeudi à 144,43 dinars à l'achat et 144,44 dinars à la vente. Sur le marché parallèle, il est proposé par les cambistes dans les environs de 194 dinars à l'achat et 197 dinars à la vente.

Pour ce qui est du taux de change de la livre sterling, 1 seul pound s'échangeait contre 181,30 dinars à l'achat et 181,39 dinars à la vente, à la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle, l'unité de cette monnaie reste encore plus chère, s'échangeant contre 252 dinars à l'achat et 255 dinars à la vente.

Pour ce qui est de la monnaie canadienne, 1 dollar canadien est proposé ce mercredi 27 avril 2022, dans les cotations officielles, contre 112,46 dinars à l'achat et 112,51 dinars à la vente. Sur le marché parallèle de change, le dollar canadien s'échangeait durant cette même journée contre 147 dinars à l'achat et 150 dinars à la vente.

FINANCES

## La BNA et la SAA signent un accord pour renforcer leur collaboration

**LA BANQUE** nationale d'Algérie (BNA) et la Société nationale d'assurance (SAA) ont signé un accord cadre de partenariat en vue de renforcer leur collaboration, a indiqué hier mercredi la banque dans un communiqué. Cet accord a été paraphé par le directeur général de la BNA, Mohamed Lamine Leb-bou et le PDG de la SAA, Nacer Sais, lors d'une cérémonie tenue lundi au siège de la SAA à Alger, en présence des cadres des deux entités publiques.

«L'accord vient donner un nouvel élan aux échanges déjà existants et de les hisser à un partenariat stratégique entre ces deux acteurs majeurs du secteur financier national», selon le communiqué. Il se traduira, entre autre, par le lancement prochain de la vente de certains produits d'assurance dommage de la SAA, via les guichets de la BNA dans le cadre de la Bancassurance, précise la même source.

A cette occasion, les dirigeants des deux compagnies ont fait part de leur «conviction quant à la nécessité de travailler ensemble, de développer des synergies et de rassembler les

compétences de leurs équipes respectives, à l'effet de relever le défi de l'amélioration continue de la qualité des prestations fournies à leur clientèle commune». Il s'agit également de s'inscrire dans la droite ligne des

orientations des pouvoirs publics consistant à se rapprocher davantage des consommateurs des produits financiers et d'assurance en leur offrant un service de proximité, ont affirmé les deux responsables.

H. B.

## تناولا سبل تعزيز التعاون بين الطرفين راوية يتباحث مع مدير المكتب الإقليمي للبنك الإسلامي

باشرتها الحكومة الجزائرية بهدف وضع بلدنا على طريق نمو اقتصادي مستدام وأكثر شمولا مستمد بشكل أساسي من حركية الاستثمار في القطاعات ذات القيمة المضافة العالية.

ودعا راوية ممثل البنك الإسلامي للتنمية إلى «تكثيف دعم مؤسسته لتبادل الخبرات الجيدة مع الجزائر ونقل المعرفة».

من جانبه أكد عداس «استعداد مؤسسته لمرافقة الجزائر في برنامجها التنموي ومواجهة التحديات الناجمة عن الأزمة الصحية والاقتصادية التي تضرب الاقتصاد العالمي»، مذكرا بالبرامج التي باشرها البنك الإسلامي للتنمية لمرافقة دوله الأعضاء في ضوء التطورات الأخيرة على الساحة الدولية.

كما اتفق الطرفان على «العمل على إعداد برنامج تعاون متعدد السنوات بين الجزائر والبنك الإسلامي للتنمية ليس فقط في المجال المالي والبنكي ولكن أيضا في عدة قطاعات اقتصادية».

استقبل وزير المالية عبد الرحمن راوية، مدير المكتب الإقليمي لمجموعة البنك الإسلامي للتنمية وليد عداس، حيث تطرق معه إلى سبل تعزيز التعاون بين الطرفين، بحسب ما أفاد به بيان للوزارة.

أوضح البيان، أنه خلال هذا اللقاء، الذي عقد بمقر الوزارة، «استعرض السيد راوية مع ضيفه واقع التعاون بين بلادنا وهذه المؤسسة المالية الإقليمية وكذا السبل والوسائل التي تسمح بتوطيد علاقات التعاون بين الطرفين».

وذكر ذات المصدر، أن التعاون بين الجزائر ومجموعة البنك الإسلامي للتنمية «يقوم في الوقت الحالي بشكل رئيسي على الدعم التقني وتبادل أفضل الممارسات في مجالات التنمية الرئيسية».

وفي هذا الصدد، أعرب وزير المالية عن «تقديره لجودة علاقات تعاون الجزائر مع هذه المجموعة، مؤكدا على أن الإصلاحات التي

## مع الشركة الوطنية للتأمين البنك الوطني يوقع اتفاق شراكة

وبهذه المناسبة، أعرب مسؤولا الشركتين عن «قناعتها بضرورة العمل سويا لتطوير التعاون وجمع مهارات فرقهما بهدف مواجهة التحدي المتمثل في التحسين المستمر لجودة الخدمات المقدمة لزيائتهما المشتركين».

وأكد أن الأمر يتعلق أيضا بالتوافق مع توجيهات السلطات العمومية المتمثلة في الاقتراب أكثر من مستهلكي المنتجات المالية والتأمين من خلال توفير خدمة جوارية.

بحضور إدارات من كلتا الهيئتين العموميتين. وأشار ذات البيان، إلى أن الاتفاق يأتي ليعطي دفعا جديدا للتبادلات القائمة والارتقاء بها إلى شراكة استراتيجية بين هذين الفاعلين الكبارين في القطاع المالي الوطني.

وسيتجسد هذا الاتفاق من خلال إطلاق عملية بيع بعض منتجات التأمين على الأضرار للشركة الوطنية للتأمين قريبا عبر شبائك البنك الوطني الجزائري في إطار بنك-تأمينات، يضيف ذات المصدر.

وقع البنك الوطني الجزائري والشركة الوطنية للتأمين على اتفاق شراكة قصد تعزيز تعاونهما، بحسب ما أشار إليه بيان للبنك، أمس.

وتم التوقيع بالأحرف الأولى على هذا الاتفاق من طرف المدير العام للبنك الوطني الجزائري محمد لمين لبو والرئيس المدير العام للشركة الوطنية للتأمين ناصر سايس خلال حفل أقيم، أمس، بمقر الشركة بالعاصمة



## فضلت لقاءات ثنائية مع منظمات أرباب العمل الحكومة تدير ظهرها للثلاثية!

فضلت حكومة أيمن بن عبد الرحمان عقد لقاءات ثنائية مع مسؤولي الجمعية العامة للمقاولين الجزائريين يوم 27 أفريل، وقبلها مع هدين عن كل من الكنفدرالية الوطنية لأرباب العمل الجزائريين التي يرأسها نايت عبد العزيز، وكذا ممثلي مجلس تجديد الاقتصاد الجزائري الذي تم تأسيسه حديثا برئاسة كمال مولي، في انتظار بقية اللقاءات الثنائية.

ح. سليمان



● يأتي هذا في وقت دأبت الحكومات السابقة على تخصيص اجتماعات "الثلاثية" لمناقشة قضايا الاقتصادية.. فهل تخلت الحكومة عن إطار "الثلاثية" الذي كان يجمع الشركاء الاقتصاديين والاجتماعيين حول طاولة واحدة؟

شرعت الحكومة، منذ أسابيع، في برمجة سلسلة من اللقاءات الثنائية، مع المتعاملين الاقتصاديين وأرباب العمل الخواص والعموميين، لبحث وضعية الاقتصاد الوطني والإصلاحات المنتظرة، في سياق تنفيذ مخطط عمل الحكومة، واختارت الحكومة طريقة المشاورات الثنائية مع شركائها الاقتصاديين، سواء لتبليغ وجهة نظرها أو للاستماع إلى انشغالات ومطالب أرباب العمل، خصوصا في أعقاب الأوضاع التي ولدتها جائحة كورونا. ولم يتمخض عن هذه اللقاءات أي قرارات، باستثناء التعبير عن استعداد الحكومة للعمل مع المتعاملين الاقتصاديين من أجل تحقيق الاكتفاء الذاتي، وتبويب الاقتصاد الوطني، وترقية الصادرات، مثلما ورد في أحد بيانات الوزارة الأولى، ومن جانبهم، أكدت وفود المتعاملين الاقتصاديين عن الوقوف مع الحكومة في مساعي الإصلاح العميق للاقتصاد الوطني، والعمل على ضمان مناخ استثماري شفاف يمنع جميع التسهيلات للمتعاملين الاقتصاديين.

فهل ترى الحكومة أن اللقاءات الثنائية مع منظمات أرباب العمل، أحسن مردودية من اجتماعات الثلاثية، ولذلك اختارت استقبال شركائها فرادى، ربما في سياق رسم قطيعة مع ممارسات الحكومات السابقة؟  
تؤشر العديد من المعطيات إلى أن الوزارة الأولى لا تريد الذهاب إلى اجتماعات الثلاثية، على الأقل في المدى القريب،

بالقضاء على ثقافة الربيع واسترجاع قيمة العمل في المجتمع -  
لكن في مقابل الاستماع لانشغالات أرباب العمل، تعيش قطاعات عدة حالة تعلمل اجتماعي وتهديد بالإضراب لدى عدة نقابات، الأمر الذي دفع وزارة العمل إلى إصدار بيان تحذر فيه من تلك الاحتجاجات، معلنة أن أبواب الحوار مفتوحة لمعالجة المشاكل المطروحة، غير أن حضور بعض الوزارات يبقى دون المستوى المطلوب في هذا الجانب، الأمر الذي دفع رئيس الجمهورية للتدخل مؤخرا لطمأنة الشركاء الاجتماعيين بأن هناك زيادات في الأجور مبرمجة في جانفي المقبل وكان ذلك بطريقة أو بأخرى بمثابة رسالة تحذير لبعض الوزراء في الحكومة.

لاعتبرات خاصة بها، وظهر ذلك من خلال مراجعة الشبكة الاستدلالية للأجور بطريقة انفرادية من قبل الحكومة، دون انتظار الثلاثية، وقد يتكرر الأمر نفسه بالنسبة لعملية مراجعة القوانين الأساسية لأسلاك الوظيف العمومي.  
وما يلاحظ أيضا، أن هذه الاجتماعات التي أطلقتها الحكومة مع الشركاء الاقتصاديين دون الاجتماعيين، تأتي غداة إعلان رئيس الجمهورية عن تعديل حكومي مرتقب لتغيير القطاعات الوزارية التي لم تحقق نتائجها، ما يعني أن الحكومة في سياق من أجل استرجاع ثقة بين ما وصف بـ "مكونات الحلقة الاقتصادية، الذي تضعه الحكومة ضمن أولوياتها وتعمل عليه من خلال تعزيز قنوات التواصل، وهو ما سيمسح

ح. س

## من خلال ابرام اتفاق شراكة مع الشركة الوطنية للتأمين منتجات التأمين على الأضرار متوفرة عبر شبابيك البنك الوطني الجزائري

الكبيرين في القطاع المالي الوطني". وسيتجسد هذا الاتفاق من خلال اطلاق عملية بيع بعض منتجات التأمين على الأضرار للشركة الوطنية للتأمين قريبا عبر شبابيك البنك الوطني الجزائري في إطار بنك-تأمينات يضيف ذات المصدر. وبهذه المناسبة، أعرب مسؤولا الشركتين عن قناعتهم بضرورة العمل سويا لتطوير التعاون وجمع مهارات فرقهما بهدف مواجهة التحدي المتمثل في التحسين المستمر لجودة الخدمات المقدمة لزيائتهما المشتركين. قد أكد المسؤولان أن الأمر يتعلق أيضا بالتوافق مع توجيهات السلطات العمومية المتمثلة في الاقتراب أكثر من مستهلكي المنتجات المالية والتأمين من خلال توفير خدمة جوارية.

■ للمياه.ح

■ وقع البنك الوطني الجزائري والشركة الوطنية للتأمين على اتفاق شراكة قصد تعزيز تعاونهما، من خلال اطلاق عملية بيع بعض منتجات التأمين على الأضرار للشركة الوطنية للتأمين قريبا عبر شبابيك البنك الوطني الجزائري.

وحسب البيان الصادر أمس عن البنك الوطني الجزائري، تم التوقيع بالأحرف الأولى على هذا الاتفاق من طرف المدير العام للبنك الوطني الجزائري محمد لمين لبو، والرئيس المدير العام للشركة الوطنية للتأمين ناصر سايس خلال حفل أقيم بمقر الشركة بالعاصمة بحضور إطارات من كلتا الهيئتين العموميتين.

وأشار ذات البيان الى أن "الاتفاق يأتي ليعطي دفعا جديدا للتبادلات القائمة والارتقاء بها الى شراكة استراتيجية بين هذين الفاعلين

يرفع عدد الوكالات التي تتوفر على هذه الخدمات إلى 49 وكالة

## "كتاب - بنك" يفتح شبكا للصيرفة الإسلامية بالمدينة

تدشين فضاء آلي يوم غد في وكالة "الموز" بمدينة البليدة . وسيسمح هذا الفضاء لزيائن الصندوق الوطني للتوفير والاحتياط-بنك بإجراء عمليات مصرفية ذاتية الخدمة، وبذلك يصل عدد هذا النوع من الفضاءات إلى 17 .

بهذه المناسبة، أكد الصندوق الوطني للتوفير والاحتياط- بنك رغبته في متابعة سياسته المتمثلة في تنويع قنوات التوزيع مع وضع مجموعة من المنتجات والخدمات المبتكرة تحت تصرف زبائنه.

م. ي

المقرر يرفع عدد وكالات الصندوق الوطني للتوفير والاحتياط-بنك التي تتوفر فيها خدمات الصيرفة الإسلامية إلى 49 وكالة، ما سيضمن التغطية من حيث الأكشاك المخصصة لهذا التمويل الجديد في 35 ولاية. وقد التزم الصندوق الوطني للتوفير والاحتياط-بنك بتزويد جميع وكالات شبكته عبر جميع أنحاء البلاد بنافذة أو بوكالة مخصصة للصيرفة الإسلامية من أجل تغطية كامل التراب الوطني، تضيف الوثيقة. وموازاة مع هذا الافتتاح، من المقرر أيضا

أعلن الصندوق الوطني للتوفير والاحتياط-بنك، أول أمس، في بيان له عن افتتاح شبك مخصص للصيرفة الإسلامية على مستوى وكالة ولاية المدينة وفضاء آلي في ولاية البليدة.

وأكد ذات المصدر أنه "مواصلة لسياسته المتمثلة في توسيع توزيع منتجات الصيرفة الإسلامية على جميع شبكة وكالاته، أطلق الصندوق الوطني للتوفير والاحتياط-بنك شبكا للصيرفة الإسلامية على مستوى وكالة المدينة". وأضاف البيان أن افتتاح هذا الشباك

## اتفاقية بين البنك الوطني الجزائري والشركة الوطنية للتأمين

### بيع منتجات التأمين على الأضرار عبر شبائيك البنك

وسيتجسد هذا الاتفاق من خلال إطلاق عملية بيع بعض منتوجات التأمين على الأضرار للشركة الوطنية للتأمين قريبا عبر شبائيك البنك الوطني الجزائري في اطار بنك-تأمينات، يضيف المصدر.

بهذه المناسبة أعرب مسؤولا الشركتين عن قناعتها بضرورة العمل سويا لتطوير التعاون وجمع مهارات فرقهما بهدف مواجهة التحدي المتمثل في التحسين المستمر لجودة الخدمات المقدمة لزيائتهما المشتركين.

وأكد المسؤولان أن الأمر يتعلق أيضا بالتوافق مع توجيهات السلطات العمومية المتمثلة في الاقتراب أكثر من مستهلكي المنتوجات المالية والتأمين من خلال توفير خدمة جوارية.

ق.10!

وقع البنك الوطني الجزائري والشركة الوطنية للتأمين على اتفاق شراكة يعزز تعاونهما، لتحسين جودة الخدمات المقدمة لزيائتهما المشتركين، حسبما أشار إليه بيان للبنك أمس.

وتم التوقيع بالأحرف الأولى على هذا الاتفاق من طرف المدير العام للبنك الوطني الجزائري محمد لمين لبو والرئيس المدير العام للشركة الوطنية للتأمين ناصر سايس خلال حفل أقيم أول أمس بمقر الشركة بالعاصمة بحضور اطارات من كلتا الهيئتين العموميتين.

وأشار البيان إلى أن الاتفاق يأتي ليعطي دفعا جديدا للتبادلات القائمة والارتقاء بها الى شراكة استراتيجية بين هذين الفاعلين الكبارين في القطاع المالي الوطني.

## التوقيع على اتفاقية تعاون بين البنك الجزائري وشركة التأمين

وقع البنك الوطني الجزائري والشركة الوطنية للتأمين على اتفاق شراكة قصد تعزيز تعاونهما، حسبما أشار إليه بيان للبنك، وتم التوقيع بالأحرف الأولى على هذا الاتفاق من طرف المدير العام للبنك الوطني الجزائري محمد لمين لبو، والرئيس المدير العام للشركة الوطنية للتأمين ناصر سايس، خلال حفل أقيم أمس بمقر الشركة بالعاصمة، بحضور إيطارات من كلتا الهيئتين العموميتين. وأشار ذات البيان إلى أن "الاتفاق يأتي ليعطي دفعا جديدا لتبادلات القائمة والارتقاء بها إلى شراكة استراتيجية بين هذين الفاعلين الكبارين في القطاع المالي الوطني". وسيتجسد هذا الاتفاق من خلال إطلاق عملية بيع بعض منتوجات التأمين على الإضرار للشركة الوطنية للتأمين قريبا عبر شبابيك البنك الوطني الجزائري في إطار بنك-تأمينات يضيف ذات المصدر. وبهذه المناسبة، أعرب مسؤولا الشركتين عن "قناعتهما بضرورة العمل سويا لتطوير التعاون وجمع مهارات فرقهما بهدف مواجهة التحدي المتمثل في التحسين المستمر لجودة الخدمات المقدمة لزيائتهما المشتركين". وأكد المسؤولان أن الأمر يتعلق أيضا بالتوافق مع توجيهات السلطات العمومية المتمثلة في الاقتراب أكثر من مستهلكي المنتوجات المالية و التأمين من خلال توفير خدمة جوارية.

## POUVOIR D'ACHAT

# Les syndicats réclament des mesures urgentes

*Au deuxième jour de la grève à laquelle a appelé la Confédération des syndicats algériens (CSA) qui regroupe 28 organisations syndicales, les syndicalistes déplorent le silence des autorités et réclament des mesures urgentes et concrètes pour permettre aux travailleurs de faire face à l'érosion continue et incontrôlable du pouvoir d'achat.*

**Karim Aïmeur - Alger (Le Soir) -** Les syndicats participant à ce mouvement estiment que le taux de suivi au deuxième jour de la grève a été «appréciable» même s'ils n'avaient aucun taux de participation. Ils déplorent, en revanche, le silence des autorités et l'absence de réaction officielle, tout en appelant à des mesures urgentes pour faire face à l'érosion continue du pouvoir d'achat des citoyens.

Rencontré hier au siège national de l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef) à Alger, où la CSA a installé sa permanence pour suivre l'évolution de la situation, Zoubir Rouina, secrétaire général du Conseil des lycées d'Algérie (CLA), affirme que les travailleurs des secteurs concer-

nés par la grève ont adhéré à ce mot d'ordre. Dans le secteur de l'éducation, le taux de suivi est appréciable, a-t-il dit, regrettant que le mouvement soit passé sous silence par les médias lourds, d'autant qu'il s'agit d'une grève lancée par des syndicats agréés et organisés.

«Nous n'avons enregistré aucune réaction des pouvoirs publics. On s'interroge sur ce silence des autorités face à une situation inquiétante. Après le préavis de grève, il aurait fallu des réunions ne serait-ce que pour la forme. Ce qui n'était pas le cas cette fois. La grève est un moyen légal de lutte syndicale pour les droits des travailleurs et non un objectif. Nous sommes pour de vraies négociations pour trouver des solutions définitives à tous ces pro-

blèmes», souligne notre interlocuteur.

Il explique que les dernières augmentations des salaires induites par la baisse de l'IRG et la révision du point indiciaire n'ont aucune incidence sur le pouvoir d'achat qui «se dégrade de manière continue et inquiétante».

«On veut une augmentation urgente et conséquente qui nécessite des décisions audacieuses. L'observatoire national pour la préservation du pouvoir d'achat que nous demandons vise justement à faire évoluer les salaires en fonction du pouvoir d'achat», explique-t-il.

Dans le secteur de la santé aussi, la grève a gagné l'adhésion, selon les syndicalistes.

Contacté par nos soins, Lyes Merabet, président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), indique que «nous avons enregistré un taux appréciable de suivi de la grève dans les structures de santé où notre syndicat est représenté, à savoir les Établissements publics hospitaliers (EPH) et les

Établissements publics de santé de proximité (EPSP)».

«Au premier jour, nous avons enregistré un taux moyen de suivi de 80% et nous nous attendons au même taux pour le deuxième jour de la grève. De manière globale, nous sommes satisfaits du taux de suivi appréciable de la grève », a-t-il dit, affirmant que la suite à donner à ce mouvement sera décidée après concertation avec les autres syndicats lors d'une rencontre qui aura lieu après l'Aïd.

Les syndicats vont se projeter également, a-t-il précisé, par rapport à la réaction des pouvoirs publics après cette grève de deux jours.

La CSA réclame «l'augmentation de la valeur du point indiciaire de 45 à 100 DA (la valeur n'a pas changé depuis 2007), la mise en place d'un observatoire national pour la préservation du pouvoir d'achat ainsi que l'ouverture du dossier du régime indemnitaire pour la révision des primes allocations et l'actualisation de la prime de zone par rapport à l'actuel salaire de base et non celui de 1989».

K. A.




وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

 [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

 Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[@MFinance\\_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)

[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger